

Benoît Lutgen a raté son pari anti-PS

Le gouvernement de la Communauté française effectue sa rentrée ce mercredi. Le CDH n'a pu constituer une majorité alternative avec Défi et le MR.

Le 19 juin, Benoît Lutgen prenait tout le monde de court en clamant qu'il n'était plus question pour son parti de gouverner avec le PS dans les entités fédérées. Le 30 août, Benoît Lutgen doit se résoudre à accepter que son pari n'a été réussi qu'en Wallonie, où une majorité MR-CDH a remplacé l'alliance avec le PS. Mais pas en Communauté française ni en Région bruxelloise où, faute de volontaires pour une coalition de centre-droit, il devra exécuter jusqu'en 2019 l'accord de gouvernement conclu avec le PS en 2014.

C'est qu'Olivier Maingain, le président de Défi, a refusé lundi soir l'ultime invitation de son homologue humaniste à discuter de ses propositions pour établir un nouveau projet francophone. Et que le MR n'entend pas aller plus avant dans les discussions et laissera la coalition actuelle reprendre le cours de la législature. « Nous pouvons patienter deux ans dans l'opposition et on verra en 2019 », commente un libéral. La fin de l'aventure devrait d'ailleurs être actée aujourd'hui.

Mais « à moyen terme, jurent plusieurs

centristes, *l'histoire n'est pas terminée.* »

Ce que le MR et le CDH n'ont pas réussi à l'exécutif francophone, ils pourraient en effet le tenter au parlement francophone.

« *Le parlement de la Communauté va prendre de l'importance, glisse en effet un ténor centriste. Des propositions ont été faites par les uns et les autres ces dernières semaines, parfois publiquement, et on vérifiera au parlement qui les soutiendra. Des textes seront en tout cas clairement déposés.* » « *La situation peut aussi renforcer le rôle du parlement, confirme un libéral. Il y aura la possibilité de nouer de temps en temps des majorités alternatives.* »

Autrement dit : réformateurs et centristes pourraient être tentés de faire adopter au parlement certaines politiques ou dossiers qui leur tiennent à cœur, en espérant quelques soutiens supplémentaires du côté de Défi ou d'Ecolo. Et ce, sans nécessairement tenir compte de l'avis du PS. Si la paralysie gagnait le gouvernement, le parlement pourrait donc, lui, s'animer. ■

Président fragilisé

Soucieux de préserver le secret de l'opération d'éviction du PS, et peut-être persuadé que personne ne résisterait à l'appel du pouvoir, Benoît Lutgen a négligé de vérifier la possibilité de renverser le PS partout. Il a emmené ses troupes dans une expédition au parfum d'amateurisme ; son parti est estampillé « pas fiable ». Le patron des centristes sera-t-il l'homme qui a précipité le déclin du CDH, alors qu'il voulait le faire renaître de ses cendres ? Trop tôt pour le dire, mais « décidant beaucoup tout seul », sa responsabilité est donc totale. Et pour l'heure, il n'a pas gagné ses galons de grand stratège. Notre analyse en p. 3

CDH et PS, des divorcés sous le même toit

- C'est la rentrée du gouvernement PS-CDH en Communauté française ce mercredi.
- La tentative orange bleue avec Défi a avorté.
- Mais MR et CDH comptent sur le parlement pour faire passer des dossiers.
- Le parti de Benoît Lutgen est secoué dans l'aventure. L'homme aussi.

Pour nous, c'est terminé. » La sentence de ce libéral est sans appel : le MR ne prendra plus aucune initiative pour tenter une majorité de rechange à la Communauté française – dont le gouvernement PS-CDH rentre ce mercredi matin. Le dernier essai a eu lieu lundi soir, quand le président Olivier Chastel, avec celui du CDH Benoît Lutgen, a invité Olivier Maingain à discuter de ses propositions francophones. Invitation que le patron de Défi a immédiatement déclinée. Désormais, le parti libéral reprend ses billes et laisse la coalition actuelle reprendre le cours de la législature.

« Nous étions ouverts à négocier un

gouvernement de centre-droit à la Communauté, pour une question de cohérence dans l'action puisqu'un gouvernement de centre-droit existe déjà au fédéral et en Wallonie, poursuit notre libéral. Mais Olivier Maingain (nécessaire pour atteindre une majorité au parlement, NDLR) n'en veut pas. Nous pouvons patienter deux ans dans l'opposition et on verra en 2019. »

Voilà donc Benoît Lutgen, qui avait décidé en juin de ne plus gouverner avec le PS dans les trois entités fédérées, réduit à prolonger malgré tout cet attelage, faute de remplaçant, en Communauté française et Région bruxelloise – ce qui impactera sa situation personnelle, lire ci-dessous.

Plus personne n'y croit vraiment

Mais l'orange bleue n'est peut-être pas complètement blette. Pour deux raisons.

Tout d'abord, parce que d'ultimes contacts ont lieu ces heures-ci. Benoît Lutgen ne désespère manifestement pas complètement, même si l'espoir est infime. « Tant que l'encéphalogramme n'est pas plat, il ne lâchera pas. » Certains membres de Défi, peut-être, seraient moins intransigeants que leur président Olivier Maingain. Et « il ne manque que deux voix au parlement, non ? » On tente de se convaincre, même si plus personne n'y croit vraiment. La fin de l'aventure devrait d'ailleurs être actée aujourd'hui. Mais « à moyen terme, jurent plusieurs

centristes, l'histoire n'est pas terminée. »

Ensuite, parce que ce que le MR et le CDH n'ont pas réussi à l'exécutif francophone, ils pourraient le tenter au parlement francophone. « Le parlement de la Communauté va prendre de l'importance, nous glisse en effet un ténor centriste. Des propositions ont été faites par les uns et les autres ces dernières semaines, parfois publiquement, et on vérifiera au parlement qui les soutiendra. Des textes seront en tout cas clairement déposés. » « La situation peut aussi renforcer le rôle du parlement, embraya un bleu. Il y aura la possibilité de nouer de temps en temps des majorités alternatives. »

Autrement dit : réformateurs et centristes seront tentés de faire adopter au parlement certaines politiques ou dossiers qui leur tient à cœur, en espérant quelques soutiens supplémentaires (du côté de Défi ou d'Ecolo). Et ce, sans nécessairement tenir compte de l'avis du PS. « Le parlement aura un rôle à jouer, nous confirme-t-on. Quand les textes, de Défi notamment, seront déposés, on verra. » Exactement ce que le ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort, nous dit vouloir éviter... (lire en page 4).

Si l'apathie gagne le gouvernement de la Communauté française ces prochains mois, PS et CDH étant condamnés à s'entendre sans... s'entendre, la crise francophone pourrait donc au contraire réveiller le parlement francophone... ■

MARTINE DUBUISSON

la présidence Benoît Lutgen n'a pas gagné ses galons de grand stratège

Le 19 juin, Benoît Lutgen, prenant tout le monde de court, le criait haut et fort : plus question de gouverner avec le PS dans les entités fédérées. Le 30 août, Benoît Lutgen doit bien le constater : son pari n'a été réussi qu'en Wallonie, où une majorité MR-CDH a remplacé l'alliance avec le PS. Mais pas en Communauté française ni en Région bruxelloise où, faute de volontaires pour une coalition de centre-droit, il lui faudra boire le calice jusqu'à la lie. Et exécuter, tant bien que mal, jusqu'en 2019, l'accord de gouvernement conclu avec le PS en 2014.

Alors, le président du parti humaniste a-t-il réussi ou raté le défi qu'il s'est lui-même imposé ? C'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. Le changement en Wallonie est quasi historique : depuis 35 ans, les socialistes ont toujours été au pouvoir, sauf de 1985 à 1988. Les renvoyer dans l'opposition et contribuer à faire bouger les lignes en matière de gouvernance, ce n'est pas rien. Reste que ni en Communauté ni à Bruxelles, Benoît Lutgen n'a pu convaincre Défi ou Ecolo de rejoindre l'opération « sans les rouges ». Le pari de l'exclusion totale du PS est donc

raté.

Voilà donc le patron des centristes contraint, puisque la loi ne prévoit pas d'autre solution, de poursuivre avec ces socialistes qu'il n'a eu de cesse de flinguer depuis juin (sauf très très improbable retournement de situation). Ses ministres resteront en place et continueront le travail comme prévu voici trois ans, tant pis si l'on a crié *urbi et orbi* que les rouges sont infréquentables...

Une impréparation patente

Comment Benoît Lutgen, symbole de la rupture avec le parti

d'Elio Di Rupo, pourra-t-il assumer cette courbe rentrante ? Sa position ne sera-t-elle pas fragilisée, tant en interne que vis-à-vis des partenaires ? Résistera-t-il à l'après-19 juin, avec cette étiquette de « traître » que les socialistes (voire les amarantes) lui collent ?

Une chose est sûre : l'impréparation du « coup » de Lutgen est désormais patente. Soucieux de préserver le secret de l'opération et peut-être persuadé que personne ne résisterait à l'appel du pouvoir et voudrait coûte que coûte écartier un PS englué dans les affaires et « courant derrière le

PTB», le Bastognard a négligé d'assurer ses arrières. De bétonner des majorités alternatives. Et de vérifier la possibilité de renverser le PS partout.

Résultat : il a emmené ses troupes dans une expédition au parfum d'amateurisme ; son parti est estampillé « pas fiable » ; il a fragilisé la Communauté française que le CDH a toujours défendue ; et inquiété un monde éducatif et associatif, voire syndical, dont il est censé être proche. Bien sûr, le président avait des arguments : « *Le PS avait des pratiques inacceptables, bloquait certains dossiers, n'était pas à la hauteur des*

enjeux gouvernementaux ». Il ne regrette donc pas « *l'électrochoc* ». Même si tout aurait pu être différent si Olivier Maingain n'était pas « *scotché au PS* ». Mais le ton reste rassurant : les gouvernements et parlements continuent à fonctionner. Il n'y aurait pas périé en la demeure francophone.

Il n'empêche. Benoît Lutgen voulait aussi sauver son parti, promis à la punition électorale s'il restait lié au PS et en dégringolade dans les sondages. Mais ne lui a-t-il pas donné un coup fatal à Bruxelles ? Les centristes y sont en tout cas plus divisés que jamais, entre partisans et

opposants de la rupture avec le PS et du procédé lui-même. Les autres partis (Défi, Ecolo, MR) rêvent d'y dépecer le corps CDH moribond. Sans parler d'une certaine fracture entre humanistes wallons et bruxellois...

Alors Benoît Lutgen, qui réfléchit depuis des mois au meilleur moyen de relancer le centre francophone, sera-t-il *in fine* l'homme qui a précipité le déclin du CDH, alors qu'il voulait le faire renaître de ses cendres ? Il est trop tôt pour le dire. Mais si les prochains sondages s'avèrent catastrophiques,

nul doute que cela remuera encore plus en interne qu'aujourd'hui.

D'autant que tous le disent : le patron « *décide beaucoup tout seul* ». Sa responsabilité est donc totale. Et pour l'heure, il n'a pas gagné ses galons de grand stratège.

Mais le président, lui, garde l'espoir d'avoir renversé la donne (celle du scotchage au PS). D'avoir induit une nouvelle voie pour le CDH, sur le long terme. D'imaginer un autre avenir, un autre « en marche » pour les centristes/humanistes de tous poils. Reste à convaincre l'électeur. S'il échoue, c'est plus qu'un pari qu'aura perdu Benoît Lutgen... ■

Ma.D.

le parti Le CDH recadré, Milquet étrangère en sa maison

ANALYSE ■

Le CDH avance derrière son président en apparence. Personne en son sein n'a contesté clairement et publiquement l'appel du 19 juin. Tous les ministres sont satisfaits (ce n'est pas la seule chose qui compte, mais ce n'est pas négligeable) d'avoir conservé leurs portefeuilles, auprès des libéraux au gouvernement wallon, aux côtés des socialistes ailleurs. Mais enfin, le changement de cap stratégique imprimé par Benoît Lutgen bouscule en interne, par la force des choses. Le paysage politique francophone tremble, partant le CDH aussi.

Car, en dépit de la dose d'improvisation dans cette opération « renversements de majorités » à moitié avortée (la Communauté et Bruxelles ne suivent pas), on peut, en effet, parler d'un changement de cap stratégique : le CDH vire à droite après 13 ans de

cohabitation avec les socialistes, cela depuis l'union Milquet-Di Rupo en 2004, qui avait scellé un partenariat durable. Une bifurcation qui laisse carrément dubitatifs sur la continuité centriste-humaniste : quid du label orange (*terracotta*, précisément) conçu par Joëlle Milquet en 2002 pour donner au parti une couleur, disons, « progressiste » ? Là, tout le monde en conviendra : le CDH se fait plus pierre bleue. La confusion domine à ce stade.

Vade retro, N-VA

Confusion toujours... Prenez les propos de Maxime Prévot en marge de l'université d'été des chrétiens-démocrates flamands, laissant entendre que la N-VA n'est plus un repoussoir pour le CDH. Des propos démentis : sur le ton, « je n'ai pas dit ça ». Sauf que Maxime Prévot est dans son élément : il était favorable à l'alliance au fédéral avec la N-VA en 2014

(pas Lutgen à l'époque, qui, en plus, ne voulait pas entendre parler du MR !).

Le coup de Jarnac anti-PS de Benoît Lutgen le conforte dans sa ligne, libérant plus largement la parole des partisans du centre-droit. Tout est clair ? Voire. Car en s'avancant à propos de la N-VA, Maxime Prévot fait aussi un sacré cadeau à... Olivier Maingain, justifiant d'un coup la raideur du président amarante et son choix de repousser les offres du MR et du CDH. Le président de Défi fera campagne sur le thème : vade retro N-VA !, il pourra dire que le MR a pactisé et que le CDH y est prêt. Merci Maxime Prévot. Lequel, notez, aura tout le loisir de se profiler comme possible futur leader d'un parti qui, désormais, a adopté en plein sa ligne à lui : cap à droite, pro-MR, en route si possible vers un Michel II...

A contrario, on voit mal comment Joëlle Milquet pourrait s'accommoder de cette nouvelle vague néolibéralisante.

La fondatrice du CDH terracotta en mai 2002 est décalée désormais dans ce CDH

pierre bleue, celui de Maxime Prévot, de Benoît Cerecxe et de Benoît Lutgen. Elle n'est plus tout à fait chez elle, en fait. Ses échanges amers avec Catherine Fonck mardi sur Twitter (où elle a taclé la cheffe de groupe à la Chambre, laquelle avait jugé que le trône commun jusqu'à 15 ans prévu dans le Pacte d'excellence était une mauvaise chose) sont parlants à leur tour.

Ne parions pas (ou plutôt, si) des insinuations alimentées au sein de son parti après sa carte blanche commune avec Philippe Maystadt (où les deux prônaient la stabilité des institutions, et déploraient entre les lignes le coup de Lutgen), lorsque certains ont tenté de laisser entendre que l'ex-vice-Premier et président du PSC, figure historique de la famille social-chrétienne, avait peut-être signé le texte sans en avoir pris pleinement connaissance... Une méchanceté qui en dit long, Joëlle Milquet a dû apprécier. Son CDH à elle s'estompe. Que peut-elle encore y faire ? ■

DAVID COPPI